

# L'ÉCONOMIE AGRICOLE

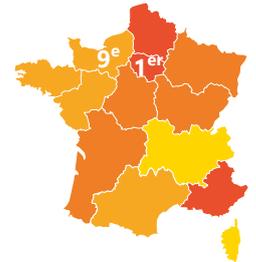
## en Normandie

# 25

La production agricole normande représente un montant de 4,6 milliards d'euros, dont 4,2 milliards d'euros de biens commercialisés et 467 millions d'euros de services (prestations de travaux agricoles, essentiellement) (données moyennes 2017-2021).

Résultat net par actif  
(moyenne 2017-2021) :

- > 40 000
- 30 000 à 40 000
- 20 000 à 30 000
- < 20 000



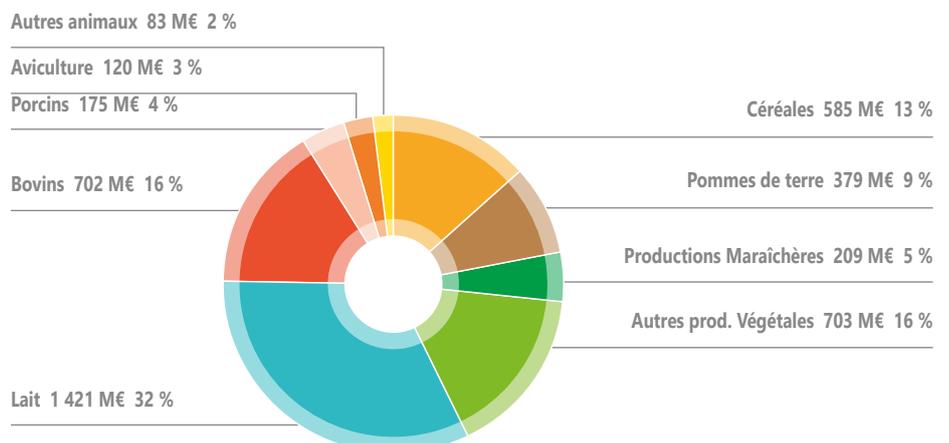
## 57,1 % DE PRODUCTIONS ANIMALES

La production normande est largement basée sur les productions bovines, avec en particulier le lait qui pèse pour 32 % des produits commercialisés, et la viande bovine 16 %. S'y ajoutent d'autres productions animales, principalement de porcs, volailles et chevaux, qui pèsent pour 8,6 % du total régional.

Le secteur végétal dans son ensemble représente donc 42,9 % des produits commercialisés. Ce secteur est relativement diversifié, avec des céréales mais aussi des oléoprotéagineux, du lin, des pommes de terre, des betteraves sucrières et une production de légumes principalement centrée sur la Manche.

### Ventes de produits agricoles, moyenne 2017-2021

Total : 4 378 M€



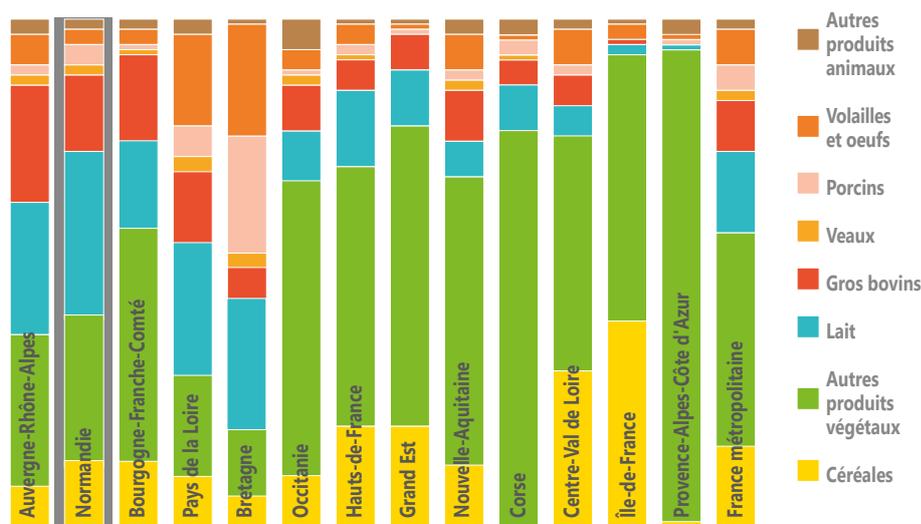
# PREMIÈRE RÉGION POUR LE POIDS DU LAIT DANS LE CHIFFRE D'AFFAIRES

La région Normandie est la région où le lait pèse le plus en proportion du produit total (32 %) devant trois autres régions ex-aequo à 26 % (Bretagne, Pays de la Loire et Auvergne-Rhône-Alpes).

L'ensemble des productions bovines normandes pèse pour 48 % du produit total, seconde région après Auvergne-Rhône-Alpes (51 %).

La Normandie apparaît comme une région «moyenne» quant au poids des céréales dans le produit (13 % proche de la moyenne nationale). Par contre, le volet végétal global (43 %) est nettement inférieur à la moyenne nationale (59 %), en particulier du fait de l'absence de vignobles et autres cultures permanentes.

Répartition de la production par région 2017-2021



Données Agreste, comptes de l'agriculture, traitement CRAN

## Méthode : Les comptes de l'agriculture

Les comptes de l'agriculture publiés par la statistique publique (Agreste) ont pour objet le chiffrage du produit à l'échelle des départements, des charges et du revenu agricole à l'échelle régionale et nationale, et son évolution chaque année.

Les comptes Agreste sont présentés ici avec quelques simplifications destinées à en rendre la lecture plus aisée.

- le compte Agreste inclut dans le produit une valeur théorique des fourrages, qu'elle compte également en charges au poste «aliments», ce qui se neutralise. La présentation proposée ici ne valorise pas les fourrages, ni en produits ni en charges.
- de même les céréales utilisées à la ferme en alimentation animale sont comptées de part et d'autre dans le compte Agreste, et sont neutralisées de part et d'autre dans notre présentation.
- les produits agricoles incluent des services dans le compte d'Agreste. Notre présentation de la structure du produit se fonde uniquement sur les biens commercialisés, à l'exclusion des services

**Sauf indication contraire, toutes les données présentées sont des moyennes sur 5 ans 2017-2021**

## DE FORTS CONTRASTES ENTRE LES DÉPARTEMENTS NORMANDS

Le contraste est-ouest de la région est très marqué en matière de productions. La Manche est l'une des zones laitières les plus denses de France, et cultive des productions légumières moins présentes ailleurs en Normandie. Ses ventes de produits agricoles, estimées à 1,19 milliard d'euros, sont presque le double de celles du Calvados, de l'Orne ou de l'Eure. Les productions végétales ne pèsent que pour 13 % du total manchois, contre 72 % pour les productions issues

Hors autoconsommation et hors aides	Production de biens commercialisée, moyenne 2017-2021									
	Manche		Calvados		Orne		Seine-Maritime		Eure	
Céréales	55 M€	5 %	106 M€	16 %	103 M€	15 %	155 M€	13 %	166 M€	25 %
Pommes de terre	12 M€	1 %	25 M€	4 %	3 M€	0 %	259 M€	22 %	81 M€	12 %
Productions Maraîchères	74 M€	6 %	43 M€	6 %	9 M€	1 %	39 M€	3 %	45 M€	7 %
Autres productions Végétales	11 M€	1 %	101 M€	15 %	51 M€	8 %	335 M€	28 %	205 M€	31 %
Lait	624 M€	52 %	237 M€	35 %	263 M€	39 %	221 M€	19 %	77 M€	12 %
Bovins	238 M€	20 %	118 M€	17 %	166 M€	25 %	132 M€	11 %	47 M€	7 %
Porcins	100 M€	8 %	18 M€	3 %	27 M€	4 %	19 M€	2 %	10 M€	1 %
Aviculture	52 M€	4 %	15 M€	2 %	27 M€	4 %	8 M€	1 %	19 M€	3 %
Autres animaux	24 M€	2 %	21 M€	3 %	21 M€	3 %	8 M€	1 %	9 M€	1 %
<b>TOTAL</b>	<b>1 189 M€</b>	<b>100 %</b>	<b>685 M€</b>	<b>100 %</b>	<b>670 M€</b>	<b>100 %</b>	<b>1 176 M€</b>	<b>100 %</b>	<b>657 M€</b>	<b>100 %</b>

des bovins (52 % de lait et 20 % de viande bovine).

A l'inverse l'agriculture de la Seine-Maritime et de l'Eure est à nette dominante végétale (plus des deux tiers du produit). L'agriculture seinomarine fait jeu égal avec celle de la Manche en termes de chiffre

d'affaires (1,18 milliard d'euros). Calvados et Orne présentent un profil intermédiaire avec un quart à un tiers de végétaux ; le Calvados possède des grandes cultures plus diversifiées (lin, semences, etc...).

# LES CHARGES : IMPORTANCE DE L'ALIMENT, DES INTRANTS AUX CULTURES ET DES SERVICES

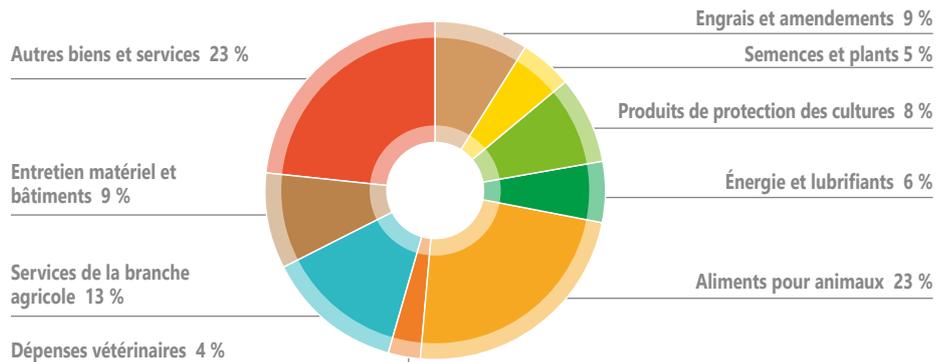
**Les consommations intermédiaires** sont les biens et services extérieurs à l'exploitation, utilisés par les agriculteurs dans le processus annuel de production. La structure des consommations intermédiaires normandes montre l'importance des aliments du bétail (23 %), ce qui renvoie à la place des productions animales déjà évoquée.

Les charges liées aux cultures (de vente mais aussi fourragères) totalisent un montant proche (22 %) si l'on cumule engrais, semences et phytosanitaires. L'agriculture est aussi utilisatrice de services : vétérinaires (3 % des consommations intermédiaires totales), prestations de travaux agricoles (13 %), et autres services en particulier d'identification, gestion, contrôle de performance (13 %)...

Les consommations intermédiaires pèsent pour 2,89 milliards d'euros, soit l'équivalent de 59 % du produit total. La Normandie se situe dans le premier tiers du tableau des régions sur ce ratio, derrière la Bretagne ou les Pays de la Loire qui utilisent beaucoup d'intrants (d'aliment notamment) pour leurs élevages granivores, mais devant les régions céréalières ou viticoles.

**Les autres charges** correspondent au coût du matériel et des bâtiments (fractionné par année sous forme d'amortissements), aux salaires et charges sociales des salariés agricoles, aux fermages et aux intérêts bancaires.

Consommation intermédiaires Normandie - moyenne 2017-2021



Données Agreste, comptes de l'agriculture, traitement CRAN

## DES AIDES INDISPENSABLES AU REVENU

L'agriculture reçoit des aides directes versées aux exploitants, principalement au titre de la Politique Agricole Commune (PAC). Celles-ci représentent 580 millions d'euros (moyenne 2017 à 2021) mais se sont réduites de 2010 à 2020 du fait des évolutions de la PAC (de 685 à 560 millions d'euros). L'essentiel de ces aides est touché sous forme « découplée » (526 millions d'euros en moyenne 2017 à 2021) c'est-à-dire sans obligation de pratiquer une production déterminée, ou dans le cadre de contrats environnementaux ou encore pour compenser des handicaps ; les 55 millions restants sont touchés dans le cadre d'aides « couplées », associées à diverses productions (élevage allaitant, laitier, ovin et grandes cultures).

Les aides représentent en moyenne sur la période 63 % du revenu global (et 12 % des recettes totales). Leur montant peut même être supérieur au revenu certaines années quand le revenu est médiocre, comme en 2013 (144 % du revenu) ou 2016 (196 %).

Cette dépendance du revenu à l'égard des aides est partagée par beaucoup de régions françaises, hormis des régions viticoles comme PACA (18 % seulement - moyenne 2017 à 2021) ou à forte production granivore comme la Bretagne (43 %) ; certaines régions affichent une dépendance aux aides nettement supérieure à la Normandie (Auvergne Rhône-Alpes, 221 %, ou la Corse 186 %).

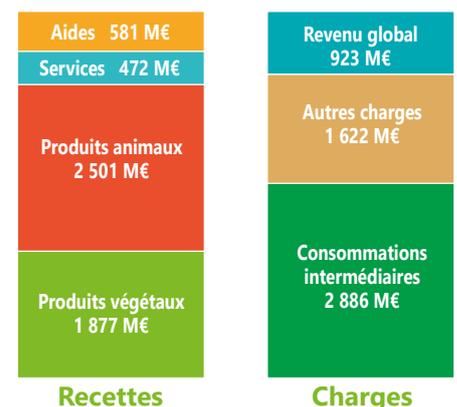
## UN REVENU FLUCTUANT, UN PEU INFÉRIEUR À LA MOYENNE NATIONALE

Le revenu agricole (résultat net de la branche agricole) représente le solde entre recettes et charges, avant déduction des cotisations sociales des exploitants (pour eux-mêmes). Il peut être ramené à l'actif familial (car les salaires des salariés entrent dans les charges et sont donc déjà déduites à ce stade du calcul). On l'exprime souvent en euros constants, de façon à intégrer les effets de l'inflation.

Le revenu agricole normand par actif familial est le plus souvent un peu inférieur à la moyenne française ces dernières années.

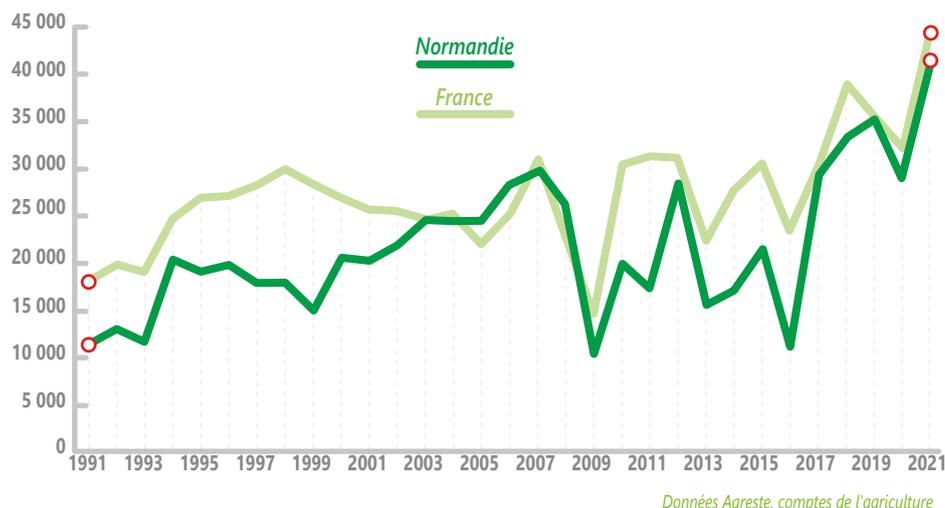
Depuis 2005, le revenu agricole est devenu extrêmement irrégulier par rapport à la période antérieure. Les crises des marchés (crise financière de 2009, fin des quotas laitiers en 2015-16) qui ont surtout affecté les prix sont à l'origine de ce changement de contexte. S'y ajoutent des années de mauvaises récoltes comme 2016.

Chiffres Clés Normandie - (M€)  
moyenne 2017 - 2021



Données Agreste, comptes de l'agriculture, traitement CRAN

### Revenu par actif RNE en € de 2020 /UTANS



La comparaison inter-régionale situe toujours la Normandie au 9<sup>e</sup> rang des régions françaises ces dernières années, que l'on se base sur le revenu par actif familial ou sur le revenu par hectare. La surface moyenne par actif familial est elle aussi en position relativement médiane (6<sup>e</sup> rang, 68,8 hectares contre 63,4 hectares en moyenne nationale). D'autres régions ont des caractéristiques beaucoup plus tranchées, soit avec peu de revenu par hectare mais avec de très grandes surfaces par actif familial (régions de grande culture : Île de France, etc...) ; soit avec de faibles surfaces par actif mais à fort niveau de revenu par unité de surface (PACA, Bretagne). La position normande apparaît assez «médiane» entre ces deux extrêmes.

## DIX EFFETS PRIX ET VOLUME QUI ONT MARQUÉ L'ANNÉE 2021

L'année 2021 a été marquée par une forte augmentation du revenu agricole en Normandie qui dépasse pour la première fois le seuil du milliard d'euros pour atteindre 1,127 milliard avec une hausse de plus de 330 millions (+ 41 % par rapport à 2020 et + 65 % par rapport à la moyenne des 10 dernières années). La hausse des prix, qui a atteint des niveaux souvent méconnus sur l'ensemble des produits agricoles mais aussi des intrants modifient sensiblement les repères en sortie de crise Covid. Chacun de ces «effets» peut être exprimé en valeur, positive ou négative, qui vient faire évoluer le revenu.

### Les dix effets majeurs de 2021 ont été les suivants :

- Le prix des céréales progresse en 2021 de plus de 39 % par rapport à 2020 tirées par la reprise post-covid et la volonté de reconstituer des stocks.
- La hausse des prix des produits végétaux vient accroître le coûts des aliments

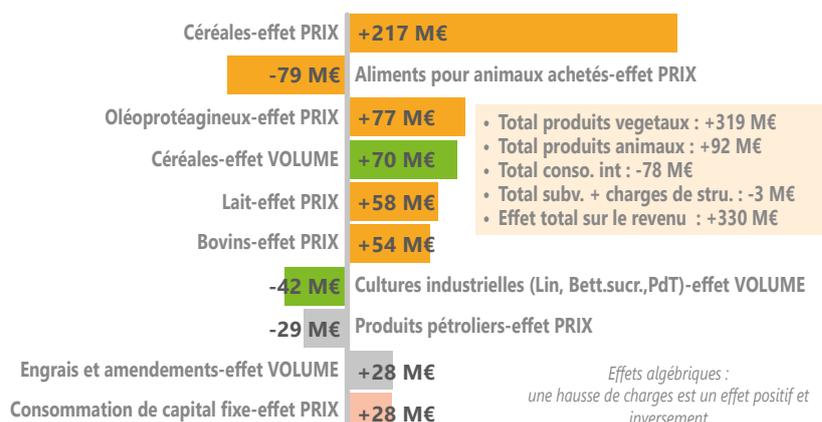
achetés de 12 % en 2021 et impacter négativement les marges des élevages granivores et bovins.

- Les prix des oléoprotéagineux progressent de 44 % en 2021 tirés par les oléagineux (+ 80 % par rapport à 2020).
- Une récolte céréalière proche de la moyenne des 10 dernières années (+ 3 % en surface mais - 2 % en rendement) et meilleurs que 2020 : + 5 % en surface et + 6 % en rendement. L'accroissement régulier de l'autoconsommation (+ 6 % en 2021) vient limiter le volume vendu.
- La forte demande en beurre et poudre à l'échelle mondiale tire les prix du lait vers le haut : + 4 % pour les éleveurs normands.
- La décapitalisation bovine en Europe et plus particulièrement en Allemagne suite à la crise covid dans les abattoirs accroît sensiblement les prix des bovins en Normandie : + 8 % en 2021 par rapport à 2020.

Au-delà de ces 7 effets de plus de 40 millions d'euros, suivent plusieurs effets chiffrés entre 20 et 30 millions d'euros :

- Les surfaces de lin fibre en forte baisse (- 35 % en 2021) pour limiter l'offre et écouler les stocks accumulés durant la crise covid viennent limiter les volumes de cultures industrielles malgré des volumes en hausse en pommes de terre (+ 8 %) et en betteraves sucrières (+ 26 %)
- La limitation de l'utilisation des engrais en 2021 est estimée à - 10 % par rapport à 2020.
- La hausse des prix du pétrole, un peu atténuée par la revalorisation de l'euro face au dollar, vient gonfler le poste produit pétrolier de 18 %
- Le ralentissement de l'investissement lié à la crise covid est illustré par la baisse des amortissements : - 4 % en 2021 par rapport à 2020.

### Principaux effets sur le revenu agricole normand 2020/2021



Au final, et en ajoutant d'autres effets de moindre importance, l'agriculture normande affiche une hausse de revenu de 330 millions d'euros, soit + 41 % par rapport à 2020.

En estimant que les actifs agricoles familiaux ont perdu 3 % de leur effectif, la hausse du revenu par actif avoisine 45 % en 2021 (après une baisse de 15 % en 2020). Avec 1,3 % d'inflation, son évolution «réelle» est de l'ordre de + 43 % par rapport à 2020.

Cette estimation, publiée par Agreste en novembre 2022, reste provisoire. Elle sera mise à jour fin 2023 (compte «semi-définitif») et fin 2024 (compte «définitif»).



## DES RÉSULTATS CONTRASTÉS SELON LES ORIENTATIONS DE PRODUCTION

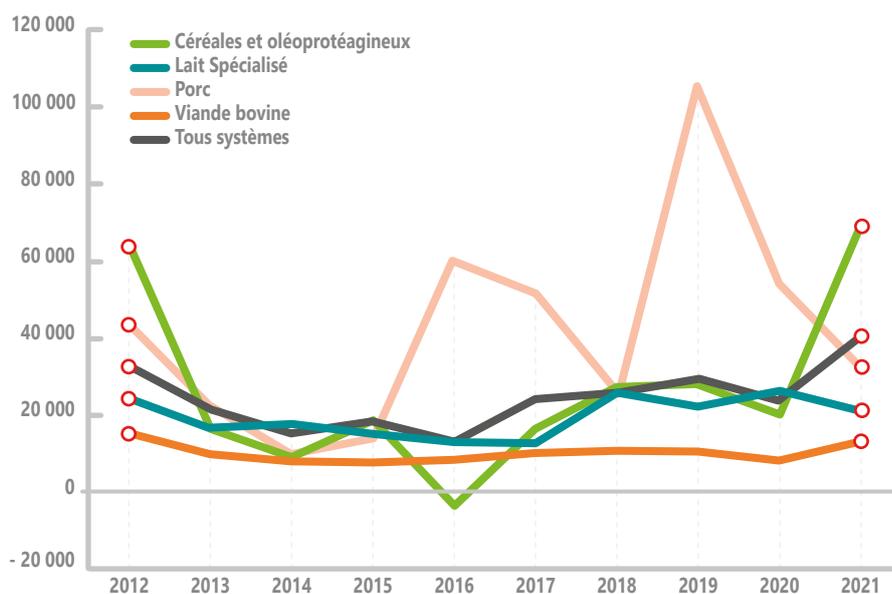
Une autre approche de l'évolution du revenu peut se faire par les comptabilités des exploitations, recueillies, traitées et synthétisées par le Cerfrance. Dans cette approche, outre la moyenne générale, on dispose des moyennes de différents groupes par dominante de production, avec une année de décalage.

L'analyse comparative porte sur plusieurs années jusqu'à décembre 2021 (clôtures étagées de juillet 2021 à juin 2022). La courbe sur 10 ans montre une évolution d'ensemble similaire aux comptes d'Agreste pour l'ensemble « Tous systèmes », mais surtout des variations d'ampleur différente selon les orientations de production : Les exploitations productrices de porcs et de grandes cultures (cop : céréales et oléoprotéagineux), sont celles dont le revenu fluctue le plus.

Par ailleurs le calendrier des oscillations diffère, il est lié à la conjoncture de chaque production :

- Les années 2015-2016 correspondent à la sortie des quotas qui ont été préjudiciables aux **éleveurs laitiers**. La situation s'est restaurée depuis en prix et en volume. On note en 2021 une baisse du résultat liée à la hausse des coûts de production pas suffisamment compensés par la hausse du prix du lait.
- **En porc**, 2016 et 2017 ont été marquées par des achats chinois massifs, qui ont fait bondir les prix, et la conjoncture est retombée en 2018 pour rebondir très vivement avec la survenue de la Fièvre Porcine Africaine (FPA) en Chine en 2019, qui a boosté l'export. La baisse de la demande à l'export et la hausse des aliments achetés expliquent la baisse du revenu de 2020 et 2021.

Résultat courant avant impôt par actif familial  
Clôtures de juillet 2021 à juin 2022



- **Les systèmes «cop»** ont bénéficié de bons prix jusqu'en 2012, puis la conjoncture s'est dégradée. En 2016 les très mauvais rendements ont encore fait chuter le revenu. La situation s'est restaurée depuis, en prix et en volume. En 2021 la reconstitution des stocks et des rendements corrects permettent de dépasser la bonne année 2012 par une hausse marquée des prix.
- **En viande bovine** la conjoncture s'améliore quelque peu. Ce groupe (très hétérogène par ailleurs) ne décolle pas d'un niveau de revenu faible.